

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 5 SEPTEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/522		
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTREE EL N°0100 - COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS - 671 ROUTE DES MARAIS POUR L'EXERCICE DE L'ACTIVITE DECHETERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/522

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2022

**O B J E T : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE PARTIE
DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTREE
EL N°0100 - COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS -
671 ROUTE DES MARAIS POUR L'EXERCICE DE
L'ACTIVITE DECHETERIE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la Loi n°2015-991 du 7 août 2005 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président de Toulon Provence Méditerranée, et au Bureau,

VU le projet de convention et le plan ci-annexés,

CONSIDERANT qu'en application de la Loi NOTRe, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue, à compter du 1^{er} janvier 2017, compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés, qui inclut l'exploitation de la déchèterie de Hyères-les-Palmiers, située 671, route des Marais,

CONSIDERANT que la déchèterie de Hyères-les-Palmiers est en partie implantée sur des terrains cadastrés section EL n°0100 et section EL n°0099 appartenant, pour la parcelle EL n°0100 à la ville de Hyères-les-Palmiers, et pour la parcelle EL n°0099 au SITTMAT,

CONSIDERANT que la Métropole doit réaliser des travaux de mise aux normes environnementales sur la déchèterie selon les préconisations de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) sur une partie la parcelle appartenant à la ville de Hyères-les-Palmiers cadastrée section EL n°0100,

CONSIDERANT que la convention de mise à disposition permettra à la Métropole d'occuper la partie de la parcelle cadastrée section EL n°0100 sur une superficie de 7 066 m² et ce, pour une durée minimale d'un an reconductible tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder douze ans, jusqu'à la régularisation des actes constatant le transfert en pleine propriété des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés », date à laquelle la présente convention cessera de plein droit,

CONSIDERANT l'activité d'intérêt général exercée sur ce terrain en nature de déchèterie, la convention sera consentie sans contrepartie financière,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de signer dans ces conditions une convention portant mise à disposition d'une partie de la parcelle cadastrée section EL n°0100 pour une superficie de 7 066 m², au profit de la Métropole pour l'exercice de l'activité déchèterie,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention portant mise à disposition de la Métropole pour l'exercice de l'activité déchetterie de la parcelles sus désignée telle que figurée en hachuré vert sur le plan joint en annexe.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

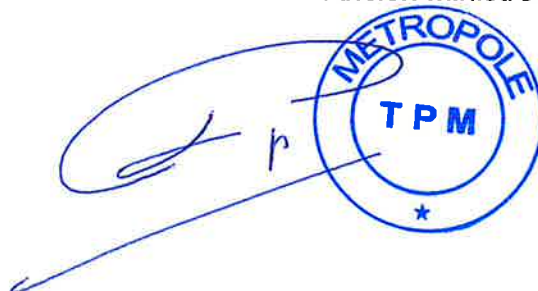
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
CONSENTIE PAR
LA COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS
A LA METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
- DECHETERIE ROUTE DES MARAIS -**

Entre les soussignés :

La Commune de HYERES-LES-PALMIERS, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Maire, domicilié en l'Hôtel de Ville, BP 709 – 83412 HYERES Cedex, agissant aux fins des présentes en application de la décision par délégation n° 396 en date du 20 juillet 2022,

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Ville de HYERES-LES-PALMIERS »,

D'une part

Et

La Métropole dénommée « Toulon Provence Méditerranée », établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la délibération du Bureau métropolitain n° 22/ en date du

Ci-après dénommée « l'Occupant » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »

D'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de HYERES-LES-PALMIERS est propriétaire d'une parcelle de terre située sur la commune de HYERES-LES-PALMIERS (83400) 671, Route des Marais cadastrée section EL n° 0100 sur partie de laquelle est exploitée une déchèterie, à concurrence de 7.066 m² ; précision étant ici faite que la déchèterie occupe également la parcelle cadastrée section EL n° 0099 pour 1 760 m², actuellement en cours d'achat par la Métropole auprès du SITATOMAT.

En application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), Toulon Provence Méditerranée (T.P.M.), alors Communauté d'Agglomération de laquelle la Commune de HYERES-LES-PALMIERS était déjà membre, est devenue, à compter du 1^{er} janvier 2017, compétente en matière de « collecte des déchets ménagers et assimilés » qui inclut l'exploitation de la déchèterie.

Une partie de la parcelle cadastrée section EL n° 0100 sur laquelle se trouve la déchèterie, a donc été incorporée dans le procès-verbal de mise à disposition de biens et d'équipements pour permettre l'exercice de cette compétence par la Communauté d'Agglomération.

Depuis la création de la Métropole au 1^{er} janvier 2018, la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » est exercée de plein droit en lieu et place de la Commune, et les biens utilisés dans le cadre de cette compétence doivent faire l'objet d'un transfert en pleine propriété.

Le terrain d'assiette sur laquelle la déchèterie est implantée, doit par conséquent faire l'objet d'un transfert en pleine propriété, afin de permettre à la Métropole d'exercer la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés »

Jusqu'à la régularisation des actes authentiques constatant ce transfert, et afin de maintenir l'activité de la déchèterie, le terrain que la Métropole occupe, à savoir une partie la parcelle cadastrée EL n° 0100 (« p5 ») pour 7.066 m² fera l'objet d'une simple mise à disposition – le surplus de l'assiette de la déchèterie étant en cours d'acquisition comme indiqué ci-dessus.

En outre, la Métropole doit réaliser des travaux de mise aux normes environnementales sur la déchèterie selon des préconisations de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL). Ces travaux impacteront la partie de la parcelle de terrain communal concernée.

Si ces travaux n'étaient pas réalisés, la déchèterie pourrait faire l'objet d'une fermeture administrative.

Par conséquent, la Ville de HYERES-LES-PALMIERS consent à mettre à disposition de la Métropole l'emprise nécessaire à l'exploitation de la déchèterie et à la réalisation des travaux de mise aux normes environnementales.

En conséquence, la Ville de HYERES-LES-PALMIERS accepte d'octroyer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une convention de mise à disposition, dans les termes fixés ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Pour l'exercice de la compétence qui inclut l'activité déchetterie, ainsi que pour la mise aux normes environnementales de la déchetterie selon les préconisations de la DREAL, la Ville de HYERES-LES-PALMIERS met à disposition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée l'emprise foncière déjà affectée à cette activité, à savoir une emprise de 7.066 m² cadastrée section EL n° 0100 « p5 ».

Telle que cette emprise est identifiée en hachurée sur le plan ci-joint.

Article 2 – Durée de la convention

La convention de mise à disposition prend effet à compter de sa notification à l'Occupant.

Elle est conclue pour une durée minimale d'un an reconductible tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder douze ans, jusqu'à la régularisation des actes constatant le transfert en pleine propriété des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés », date à laquelle la présente convention cessera de plein droit.

Article 3 – Conditions financières

En considération de ce qui précède et de l'activité exercée sur cette emprise foncière, cette mise à disposition est consentie sans contrepartie financière.

L'Occupant pourra être assujéti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Ville de HYERES-LES-PALMIERS.

L'Occupant fera son affaire personnelle de tous contrats, abonnements pour les services en eau, énergie, télécommunication et autres afférents à ce bien.

Article 4 – Conditions d'occupation

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement, et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas l'occupant d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme, de l'environnement, etc.

Il sera tenu pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du Propriétaire.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements :

- d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations et notamment électriques,
- aux lois relatives à l'hygiène, aux établissements recevant du public et à la sécurité du travail et des installations.
- relatifs à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des locaux, ne sera pas responsable de vols, cambriolage ou actes délictueux.

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état d'entretien le terrain mis à sa disposition. Il en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement.

Article 5 – Travaux

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés nécessaires à l'exploitation de la déchèterie, ainsi que ceux exigés par la DREAL pour la mise en conformité du site avec les normes environnementales ; il ne pourra ni modifier, ni transformer les lieux mis à disposition, sans le consentement préalable et écrit de la Ville de HYERES-LES-PALMIERS, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

L'Occupant s'engage à prendre à sa charge tous les frais de clôture du terrain et tous travaux de nature à sécuriser le site.

Article 6 – Frais de fonctionnement

L'Occupant prend à sa charge tous les frais de fonctionnement liés à son activité dans les lieux.

Article 7 – Cession du droit d'occupation

Le droit consenti à l'Occupant est strictement personnel et ne saurait être cédé, pour tout ou partie, de quelque manière que ce soit. De surcroît, le droit est consenti exclusivement pour l'activité déchetterie.

Article 8 – Jouissance des lieux

L'Occupant jouira des lieux raisonnablement et ne devra en aucune façon troubler la jouissance paisible des activités voisines.

Article 9 – Responsabilité de l'Occupant

L'Occupant :

- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du site mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers le Propriétaire.

Article 10 – Assurances

L'Occupant du terrain devra souscrire toutes assurances requises pour couvrir les risques locatifs liés à son occupation ainsi que les activités développées dans les lieux, notamment en responsabilité civile. Il ne pourra en aucun cas se retourner contre le Propriétaire pour insuffisance ou défaut de garantie.

Article 11 – Sort des équipements en fin de contrat

A la fin de la mise à disposition, les équipements réalisés sur les terrains par la Métropole resteront sa propriété, par la confusion de la qualité d'occupant avec celle de propriétaire, résultant des transferts.

L'édification des équipements réalisés ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité ou remboursement, de part ni d'autre.

Article 12 – Clause résolutoire

La présente convention pourra être résiliée :

- * pour non-respect des charges et conditions ci-dessus énoncées, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée sans effet dans le délai d'un mois.
- * ou pour convenance personnelle de l'Occupant signifiée au Propriétaire par lettre recommandée avec avis de réception, précisant la date de libération des lieux, qui ne saurait être inférieure à trois mois, à compter de la réception de la lettre recommandée.

Article 13 – Informatique, Fichiers et Libertés

Les informations nominatives seront utilisées pour les besoins de la gestion locative du patrimoine communal. Elles ne feront l'objet de communications extérieures que pour les seules nécessités de la gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, par l'intermédiaire du service Gestion Foncière et Domaniale.

Article 14 – Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes, et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

**Fait à HYERES-LES-PALMIERS, en l'Hôtel de ville,
Le**

Pour la Ville de HYERES-LES-PALMIERS
Jean-Pierre GIRAN, Maire

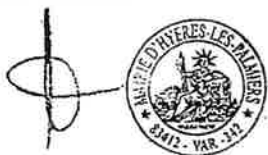
Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Hubert FALCO, Président

SERVICE GESTION
FONCIERE ET
DOMANIALE

DOMAINE PUBLIC
COMMUNAL

Déchèterie
671 Route des Marais
Convention de mise à
disposition de la Métropole
TPM
Parcelle EL n° 100 p5

Certifié exécutoire
HYERES le.....2.1..JUIL..2022
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe



MAIRIE D'HYERES LES PALMIERS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DECISION PAR DELEGATION
DU CONSEIL MUNICIPAL N° 396

Le Maire de la Ville d'Hyères-les-Palmiers

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, la délibération du Conseil Municipal n° 4 du 10 juillet 2020, modifiée par le délibération n° 1 du 25 février 2022 donnant délégations au Maire en application des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, l'arrêté du Maire n° 904 du 6 juillet 2020 autorisant Monsieur François CORNILEAU à signer tous les documents, dossiers et pièces relatifs à ses diverses délégations,

VU, l'arrêté du Maire n° 929 du 6 juillet 2020 Monsieur Frédéric LIBESSART à signer tous les documents, dossiers et pièces relatifs à la délégation du Foncier en cas d'absence de Monsieur François CORNILEAU,

CONSIDERANT, que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés, ce qui inclut l'exploitation de la déchèterie située route des Marais,

CONSIDERANT, que les biens utilisés dans le cadre de cette compétence appartenant à la Commune doivent faire l'objet d'un transfert en pleine propriété à la Métropole,

CONSIDERANT, que dans l'attente de la régularisation des actes authentiques constatant le transfert et afin de maintenir l'activité de la déchèterie située route des Marais, il convient de mettre à disposition de la Métropole la partie de la déchèterie appartenant à la Commune,

CONSIDERANT, que rien ne s'oppose à ce que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE bénéficie d'une autorisation d'occuper la partie de la déchèterie appartenant à la Commune,

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint au Foncier à signer la convention de mise à disposition autorisant la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à occuper la partie de la parcelle cadastrée Section EL n° 100 correspondant à une partie de la déchèterie de la route des Marais dans l'attente de la régularisation des actes authentiques constatant le transfert de propriété. Ladite convention est jointe en annexe.

ARTICLE 2 :

Toute contestation de la présente sera du ressort du Tribunal Administratif de Toulon. Ce dernier peut-être saisi dans un délai de 2 mois par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr à compter de la notification.

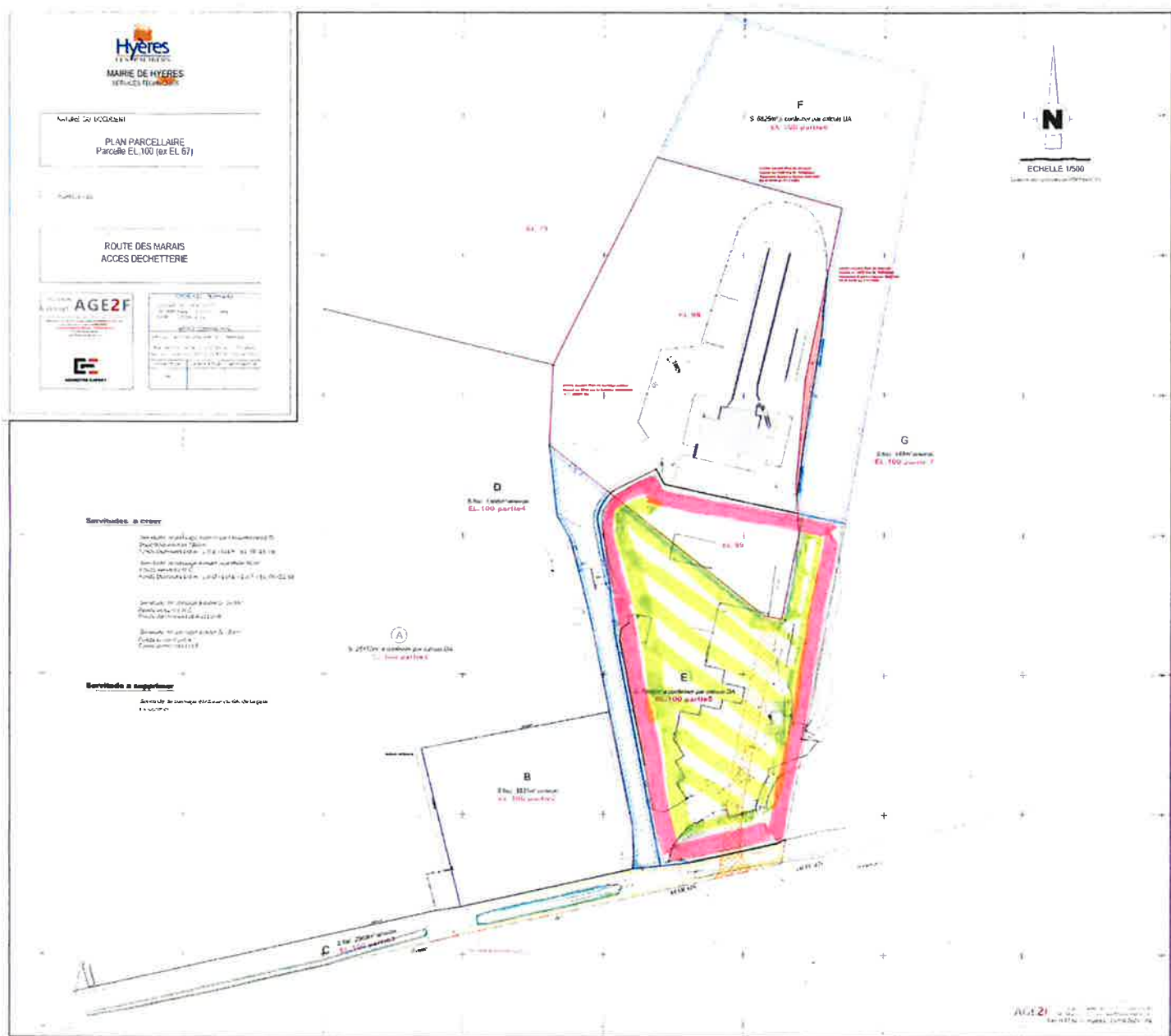
FAIT à HYERES, le 20 JUIL. 2022

Par délégation du Conseil Municipal,
Le Conseiller Municipal Délégué au Foncier

Publié le 21 JUIL. 2022

Frédéric LIBESSART





- Emprise de la déchetterie
- Emprise mise à disposition par la commune (EL 0100PS)

